



Transition(s)

*XXIV^{ème} Congrès de la SFSIC
Rennes, 18, 19 & 20 juin 2025
en partenariat avec le PREFICS*



PREFICS
Pôle de Recherche et de Formation :
Information, Communication,
Sociolinguistique

Appel à communications & à panels

Le XXIV^{ème} Congrès de la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication et la sixième édition des rencontres Arts • SIC • Culture seront accueillis par le **Pôle de Recherche et de Formation : Information, Communication, Sociolinguistique** (PREFICS, Université Rennes 2).

Nous vivons une période de **transition(s)** multiples : transitions numériques, écologiques, sociales, organisationnelles, (géo)politiques, économiques, médiatiques, territoriales... Comment les sciences de l'information et de la communication (SIC) œuvrent-elles à leur compréhension et à leur accompagnement ? Quelles transitions traversent les SIC, leurs environnements académiques, leurs terrains, leurs formations, les métiers afférents ?

La notion de transition(s) est polysémique. Elle peut être rattachée à nombre de phénomènes, de processus, de politiques, d'enjeux qui couvrent la diversité et la richesse des domaines de la discipline. Nous ne la considérons pas comme un concept, mais comme un objet à examiner de manière critique (y compris dans le caractère dépolitisant porté par ce terme), et comme une occasion d'interroger collectivement nos postures épistémologiques et méthodologiques.

1975-2025 : l'année de ce XXIV^{ème} Congrès marque les **cinquante ans d'existence des Sciences de l'Information et de la Communication en France**. Dans la continuité des Assises tenues en novembre 2023, et au prisme de la thématique, le Congrès sera aussi l'occasion de réfléchir ensemble aux héritages et aux perspectives scientifiques, épistémologiques, méthodologiques, mais aussi politiques, des sciences de l'information et de la communication.

Comme de coutume, les contributions issues de tous les domaines des SIC seront les bienvenues. Elles s'inscriront dans l'un des quatre axes présentés ci-dessous.

Axe 1. Expérimenter les transitions et éprouver le sensible

Coordination scientifique :
Marie Bénéjean, Fanny Bougenies, Florian Hémont, Vincent Liquète

Cet axe s'intéresse aux expériences des transitions dans l'espace public, les organisations, institutions et les communautés privées. Il porte sur les constructions et co-constructions de sens (tant des significations que des sensations et des sensibilités) au sein de communautés, de nouveaux espaces, de temporalités revisitées. Dans la continuité des évolutions récentes autour des enquêtes par le corps, les émotions et l'affect, il prête attention aux méthodologies de recherche innovantes (en mettant l'accent sur leurs fabriques) dans leurs manières de saisir les expériences. Les communications pourront porter sur les transitions de genre, les dynamiques d'inclusion, de migration, les situations de handicap, etc. ; les vécus des acteurs dans des mondes d'activités professionnelles en transition (télétravail, nomadisme numérique, dynamique d'évolution du rapport au travail, etc.) ; les expériences esthétiques, artistiques et culturelles des spect(acteurs) et les médiations sensorielles *in situ* et/ou virtuelles (du musée à la réalité virtuelle) ; l'apport des SIC sur les transitions écologiques par/avec les sobriétés numériques et l'éthique des pratiques.

Cet axe vise à mettre en lumière, analyser et rendre compte d'homologies autour des transitions environnementales, sociales et sociétales. En effet, l'analyse critique et compréhensive des vécus, des pratiques et usages à vocation informationnelle et communicationnelle requiert progressivement un dépassement de l'approche classique orientée usages. Cet axe ambitionne alors d'étudier les constructions et co-constructions de sens au sein de communautés, de nouveaux espaces et temporalités revisitées, tant au niveau des significations que des sensations voire des sensibilités des acteurs et individus. Ainsi, seront évoquées diverses expériences des transitions dans l'espace public, les organisations, institutions et communautés privées.

Les fabriques méthodologiques et la créativité méthodologique sont au cœur des transitions actuelles. En effet, la transformation de nos sociétés amène à revoir en profondeur l'ensemble de nos pratiques : les SIC contribuent ainsi de manière significative à l'analyse et à l'accompagnement des transformations profondes liées à(aux) transition(s) des sociétés. Pour ce faire, les chercheur.e.s ont constitué et font évoluer des outils théoriques et méthodologiques : ils ont construit des protocoles de recherche novateurs, tout en revisitant des méthodologies de collecte et d'analyse de données qui avaient déjà été arpentées dans d'autres disciplines. Des dialogues féconds ont ainsi été initiés avec les acteurs des terrains, au sein des environnements académiques et autres. Dès lors, quelles sont les vertus du bricolage quand il convient de recueillir / analyser / qualifier des dynamiques communicationnelles ? Comment aborder les publics (notamment sensibles) et composer avec les contextes émotionnels afin de capter le vécu de manière fine ? Comment faire dialoguer les méthodes quantitatives et qualitatives ? Comment étudier et rendre visibles les processus qui participent à la construction méthodologique et à son fonctionnement ? Comment irriguer et transférer les résultats de la recherche dans des sphères sociales distinctes ?

Les enquêtes par le corps, les émotions et l'affect ont pris une place de choix : transition de genre, inclusion, migration, etc. sont autant de thématiques récemment explorées.

Les expériences et parcours individuels et collectifs sont jalonnés de transitions qui façonnent les manières d'être, de faire, de faire sens et de ressentir. Que celles-ci soient liées à des transformations corporelles (de genre, d'âge, d'esthétique ou en lien avec la maladie, etc.), biographiques (parentalité, situation de handicap, changement d'identité, etc.), géographiques (migration, itinérance, etc.) ou culturelles (croyances, religions, langues, etc.) elles s'ancrent dans des dynamiques communicationnelles que nous cherchons ici à appréhender. Comment ces processus de transitions (choisis ou subis, légitimes ou illégitimes) s'éprouvent-ils et s'incarnent-ils corporellement, émotionnellement et socialement ?

Au-delà des individus-acteurs, ces nouvelles approches misent également sur les transitions écologiques par/avec les sobriétés numériques et l'éthique des pratiques. Face aux défis

environnementaux et écologiques, un ensemble de transitions vise la sobriété numérique. Cette dernière se décline en plusieurs dimensions : de nouveaux usages et consommation modérée des techniques, dispositifs et systèmes de communication, une démarche raisonnée et auto-réflexive, enfin, un pouvoir d'agir individuellement et collectivement. La question principale sera de considérer l'apport et les spécificités des SIC autour de ces thématiques émergentes et d'analyser l'instabilité permanente à laquelle font face les chercheurs et les citoyens.

Sera encore considéré et interrogé le vécu des reconfigurations des pratiques et des rapports au travail. L'équipement en outils numériques de communication et la croissance des dispositifs participent de transformations significatives des pratiques et de l'expérience de travail. En partant des vécus des acteurs, nous souhaiterions revenir sur la manière dont se tissent de nouvelles pratiques de travail ou de rapports au travail. Il peut s'agir de questionner les rapports aux reconfigurations organisationnelles, aux transitions vers des modalités de travail considérées comme alternatives (télétravail, nomadisme numérique, etc.), aux modifications du rapport au travail, à la numérisation/automatisation de certains pans d'activité, de s'interroger sur le travail de production et de gestion de données, sur l'exercice de nouvelles compétences (comme les *Data Protection Officer* par exemple), voire d'investir les manières dont les « IA » s'immiscent en contexte de travail.

Axe 2. Organiser les transitions. Recompositions de l'action collective et enjeux de régulation

Coordination scientifique :

Jean-Luc Bouillon, Vincent Bullich, Sidonie Gallot, Marcela Patrascu

Cet axe propose d'interroger les processus de transition au sein d'espaces sociaux organisés ainsi que l'organisation même de ces transitions. Il s'intéresse aux dimensions complexes et plurielles de ces processus, en mettant l'accent sur les phénomènes de recomposition de l'action collective ainsi que sur les enjeux de régulation concomitants. Il s'agira d'y questionner les agencements et les modes de structuration que traduisent ces processus, ainsi que les modèles de gouvernance et les modalités de leur mise en œuvre. Les communications pourront se rapporter aux formes instituées d'actions collectives, aux politiques publiques et aux stratégies porteuses d'injonctions à une « fabrique de la transition » ; mais également à des formes d'organisations plus alternatives. En effet, questionner l'organisation de et dans la transition conduit également à s'intéresser aux formes d'auto-organisation et d'autogestion, et à penser la tension entre des logiques émergentes et d'autres beaucoup plus stabilisées, que ce soit dans les entreprises, dans les institutions publiques ou dans les organisations non gouvernementales.

Ce deuxième axe propose d'interroger les processus de transition au sein d'espaces sociaux organisés ainsi que l'organisation même de ces transitions. Il privilégiera les approches considérant l'agencement des actions collectives ainsi que les modes de structuration et de régulation de ces processus.

Il s'agira donc, en premier lieu, de questionner les modes d'organisation impliqués dans des dynamiques de transition. Ces derniers peuvent renvoyer à des structures formalisées et instituées dans la société, issues de politiques publiques ou de modèles de gouvernance et de management établis. Ces modes d'organisation reposent ainsi sur des dispositifs juridiques et réglementaires, sur des procédures normalisées venant équiper, contrôler et contraindre la mise en œuvre de ces orientations. Ils manifestent, en ces occurrences, un caractère affirmé de supervision de l'action organisée qui se traduit par la multiplication des métriques, indicateurs et mesures censés apprécier leur portée. Ils procèdent, en outre, fréquemment d'une injonction à la transition et de l'imposition de règles descendantes et s'inscrivent dans des territoires et contextes sociopolitiques variés.

Questionner l'organisation de la transition et les multiples injonctions « à la transition » implique de se pencher sur les processus de régulation et de normalisation déployés dans ces contextes :

Comment la communication accompagne-t-elle ce déploiement ? Quel est le travail de médiation mis en œuvre par les professionnels de la communication ? Quelles incidences sur les politiques RSE, QVT, RPS, etc. ? La « fabrique de la transition » s'accompagne souvent de dynamiques de recomposition organisationnelle et de restructuration des collectifs : Quelles mutations des modes de gouvernance et de politiques de management ? Comment les indicateurs et dispositifs d'évaluation de la transition sont-ils élaborés ? Pour quelles finalités et avec quels effets ?

Mais l'organisation des processus de transition ne saurait être réductible au déploiement de ces démarches rationalisées. D'une part, dans leur mise en œuvre, ces dernières font l'objet de nombreuses critiques, adaptations, ajustements, qui conditionnent leur appropriation, qui n'est d'ailleurs jamais déterminée. D'autre part, il est possible d'observer la place croissante de collectifs et d'individus qui expérimentent des modes de vie et de travail correspondant à leur compréhension des enjeux actuels de la transition socio-environnementale, socio-politique, socio-économique. De ce point de vue, questionner l'organisation de la transition conduit également à s'intéresser aux formes d'auto-organisation et d'autogestion qui se déploient, et à penser la tension entre des logiques organisationnelles émergentes et d'autres beaucoup plus stabilisées. Quelles sont ces formes d'organisations ? Quelles relations entretiennent-elles entre elles ? Quelles tensions, oppositions, complémentarités les caractérisent ? Quelles compréhensions des enjeux de transition sont élaborés par ces structures alternatives ? Quelles sont les revendications identitaires, politiques, idéologiques derrière cette inscription alternative ? Quels positionnements par rapport aux démarches de politiques publiques ? Dans quelle mesure les initiatives locales ne se révèlent-elles pas aussi productrices de normes ? Peut-on, dans ce cadre, parler d'innovation sociale et organisationnelle ?

Ces phénomènes seront appréhendés dans une perspective info-communicationnelle portant, entre autres, sur les pratiques situées de co-construction de sens, les enjeux et finalités des médiations et des normes produites, les discours institutionnels et organisationnels, la circulation informationnelle au sein des collectifs. Une attention particulière pourra aussi être portée aux processus de négociation à l'œuvre, aux modes de délibération, aux formes argumentatives et aux controverses, aux jeux de pouvoir et contre-pouvoir qui traversent ces processus d'organisation de la transition, du local au supranational.

Axe 3. Équiper les transitions : accompagnements, résistances et alternatives

Coordination scientifique :

Bruno Chaudet, Anne-France Kogan, Julien Péquignot, Laurie Schmitt

Cet axe est consacré à la manière dont les transitions se manifestent ou posent question dans les dispositifs, techniques, machines et productions (contenus/objets) déployés ou construits. Il s'agit d'observer ces transitions au prisme des techniques, notamment les machines numériques, les réseaux, les IA, des dispositifs co-construits (dans des démarches d'UX, UI, des dynamiques d'inclusion, d'accessibilité, d'intersectionnalité, d'écoresponsabilité) ou encore dans des productions culturelles et médiatiques (séries, films, musiques, jeux vidéo, articles journalistiques ou autres). Comment ces dispositifs, techniques, machines, productions contribuent-ils à accompagner les transitions ? Et, en retour, à les entraver ? À quelles critiques donnent-ils lieu, quelles résistances et alternatives se dessinent ? Enfin, il s'agit d'appréhender la matérialité de ces dispositifs et d'interroger les rapports au monde qu'ils induisent : informationnels, sensibles, etc.

Les dispositifs matériels, notamment numériques, médiatiques et culturels sont régulièrement convoqués pour accompagner les transitions, qu'elles soient écologiques, énergétiques, industrielles, sociales, techniques ou organisationnelles. Mais leur mise en œuvre pose souvent de multiples problèmes qu'il est intéressant de documenter, notamment pour relativiser la thèse du solutionnisme technologique et souligner le tissage ou l'agencement toujours complexe avec les pratiques sociales. Par exemple, sous l'impulsion des projets de ville intelligente dans lesquels la

donnée est devenue la promesse d'un monde meilleur, ce sont de multiples capteurs et interfaces qui se multiplient afin de produire et transmettre des données qui puissent aider aux décisions qui s'imposent pour tendre vers une efficacité énergétique. Dans de nombreux secteurs, l'optimisation et la qualité passeraient là aussi par une numérisation généralisée des phases de conception, de construction et de gestion qui se matérialise par des protocoles, des logiciels, des maquettes numériques et diverses interfaces. Et que dire des intelligences artificielles qui sont sollicitées un peu partout pour diverses raisons, dont celle, générale, de la transition numérique. Or, la dimension sociale de ces dispositifs est encore trop souvent perçue comme l'élément de dysfonctionnement qu'il s'agit de rationaliser pour l'intégrer et ainsi accélérer ou du moins réussir la transition. Mais qui choisit de mesurer quoi ? Comment et avec quels objectifs ? Comment s'opère la structuration des données et comment peuvent-elles devenir signifiantes et appropriables ? Comment penser l'agencement de ces formes organisationnelles aux différents niveaux d'analyse : situation, organisation, politique ?

Si les dispositifs accompagnent les transitions, ils contribuent aussi au réchauffement climatique. La conception, la diffusion et la conservation des objets et données numériques ont une forte empreinte carbone qui ne cesse de croître. Pourtant, tout un vocabulaire présent dans le discours d'escorte de diffusion du numérique occulte cette dimension. Il y est question de cloud, de dématérialisation des services, etc. Il s'agira donc d'interroger le vocabulaire qui accompagne la transition numérique, d'interroger les méthodes de prise de conscience de ces enjeux, comme le déploiement de la fresque du numérique. Car, ce qui est central en réalité c'est bien le coût écologique des dispositifs numériques, en termes environnemental mais aussi financier et humain. Dès lors, les serveurs utilisés pour stocker les données et contenus, les écrans mobilisés, les coûts d'énergie, les infrastructures nécessaires, les réseaux que requièrent la collecte, le traitement et le transfert de données massives (big data), les algorithmes ou autres logiciels reposant sur de l'intelligence artificielle, les investissements en production virtuelle, etc. sont autant d'objets qui pourront être questionnés. Au cœur de la réflexion, se trouvent donc les reconfigurations à l'œuvre : le déploiement des techniques dans le temps long, les dynamiques d'éco-production qui sont mises en œuvre, les pratiques de classification des documents, les normes déployées (par différentes instances, à l'image du CNC, de l'AFNOR, etc.), les labels recherchés et les tensions et incohérences qu'elles peuvent susciter.

Par ailleurs, si les dispositifs numériques ont envahi le travail, ils ont aussi accompagné un mouvement de bureaucratisation des activités productives dont une bonne part revient à produire, manipuler et faire circuler des données et des documents. L'expérience significative du travail sur le monde s'appauvrit, et certains salariés cherchent à renouer avec un savoir-faire manuel, pour le rapport qu'il crée au monde matériel et la satisfaction qu'il apporte. Parallèlement un mouvement de résistance ou de contestation de la consommation de masse mondialisée conduit à rechercher des produits locaux, faits main, et/ou fait soi-même. Ces deux mouvements de grande ampleur et qui s'observent dans tous les pays occidentaux participent d'un engouement pour le "faire", au renouveau artisanal, à la multiplication de fablabs, à l'émergence de communautés alternatives en quête de nouveaux modes de vie.

Il s'agit ici de questionner les formes organisationnelles que prennent ces mutations : que ce soit des hétérotopies, ces lieux autres où se jouent d'autres manières de vivre ensemble, les fablabs, ou le déploiement de plateformes mondialisées de type Etsy, qui valorisent un artisanat mondialisé pour les industries créatives. Il s'agit également d'interroger les modalités de circulation de ces savoirs "manuels", les différents documents et contenus médiatiques : tutos, formations en ligne...

Axe 4. Informer et communiquer les transitions. Régimes de vérité de et dans l'espace public

Coordination scientifique :

Dominique Bessières, Laurence Corroy, Allan Deneuille, Jean-Baptiste Le Corf

Ère de transition communicationnelle et informationnelle, ce début de XXI^e siècle interroge profondément les régimes de vérité, l'éthique et la déontologie de l'information, les formes de savoirs qui ne concernent pas seulement les professionnels de l'information mais aussi les citoyens. La société de la connaissance se voit attaquée et parfois battue en brèche par des désordres informationnels et des perturbations des circulations des savoirs. Plusieurs termes tentent de nommer, circonscrire, voire dénoncer ces effets de brouillage : post-vérité, fake-news, désinformation, contre-information, infobésité... Cet axe questionne les tensions et controverses qui animent le débat public autour des transitions, les types d'expertises sollicitées, les idéologies qui affleurent. L'espace public est interrogé dans le même mouvement : il s'agit tout autant d'analyser la manière dont il est lui-même reconfiguré, élargi, fragmenté – le numérique apparaissant tout à la fois en continuité et en rupture avec les arènes traditionnelles de discussion.

La société de la connaissance se voit attaquée et parfois battue en brèche par les nouveaux désordres informationnels et les perturbations des circulations des savoirs. Si la rumeur et la propagande ont été largement utilisées au XX^e siècle, plusieurs termes tentent aujourd'hui de nommer, circonscrire, voire dénoncer ces effets de brouillage : post-vérité, *fake-news*, désinformation, contre-information, infobésité... Ère de transition communicationnelle et informationnelle, ce début de XXI^e siècle interroge profondément les régimes de vérité, l'éthique et la déontologie de l'information, les régimes de savoirs qui ne concernent pas seulement les professionnels de l'information que sont les journalistes mais aussi les citoyens.

Cet axe questionne donc les dynamiques en tension, le vocabulaire utilisé au sein de l'espace public, les tensions et les controverses qui animent le débat public sur les enjeux scientifiques et les types d'expertises sollicitées. L'espace public est tout autant interrogé, tant il est poreux par les formes du débat utilisées aujourd'hui : il s'agit tout autant d'analyser les prises de position au sein de celui-ci que la manière dont il est lui-même reconfiguré – le numérique apparaissant tout à la fois en continuité et en rupture avec les arènes traditionnelles de discussion. Que penser par exemple des prises de parole politique sur TikTok ? Comment se saisir du rôle des influenceurs dans la fabrique de la (dés)information ? Des chaînages symboliques avec les « para-sciences », l'adhésion au merveilleux, au magique, etc. ? Cela pose autant de défis méthodologiques que de questions heuristiques aux chercheurs. Pour lutter contre les désordres informationnels, il est loisible aussi d'aborder les instances de lutte mises en place tant par les médias (*fact-checking*) que par les pouvoirs publics, notamment le rôle assigné à l'éducation aux médias et à l'information (EMI)

La transition elle-même – ou plutôt les transitions – sont mises en débat au sein de l'espace public. Selon les acteurs (institutionnels, académiques, économiques, politiques...) qui s'en saisissent des soubassements idéologiques affleurent. L'espace public autour des transitions marque de manière emblématique d'une part un espace public contemporain (élargi et fragmenté) fait de processus dynamiques en constante recomposition, et d'autre part, montre l'importance des aspects sociétaux dans son fonctionnement même. L'éthique de la discussion, qui suppose un usage public de la raison est-elle davantage possible au sein d'espaces publics délimités que déployée dans un espace public totalement ouvert ? Le thème de la transition constitue-t-il un référentiel structurant des politiques publiques et des acteurs sociaux et économiques ou au contraire sert-elle de repoussoir ultime face à des bouleversements angoissants ? La transition écologique semble à cet égard un marqueur particulièrement opérationnel : face aux nouveaux défis écologiques et aux injonctions en faveur de la "neutralité carbone" à l'horizon 2050, comment l'idéologie de la transition peut-elle contribuer à façonner un nouvel espace public et des espaces de délibération ? Quels sont les positionnements et les ordres de discours déployés par des « climato-sceptiques » ? Comment des

discours et des actions authentiques ou simulées (*greenwashing* par exemple) liées aux transitions s'arriment-elles à du social, du politique et de l'économique ?

Formats attendus

Communications

Les communications portent sur un sujet **inclus dans la thématique générale du congrès et inscrit dans l'un de ses axes**. Elles se déroulent lors d'ateliers en présentiel sous la forme d'une présentation de 20 minutes suivie de 10 minutes de questions.

Les propositions de communication comporteront un résumé et un texte de 10000 signes hors bibliographie.

Panels

Coordination scientifique : Pauline Escande-Gauquié

Les panels sont des tables rondes constituées de quatre à six conférencier.e.s. Ils permettent de mettre au débat durant une heure trente un sujet **inclus dans la thématique générale du congrès et inscrit dans l'un de ses axes**. Les panels sont donc l'occasion d'échanger de façon dynamique en proposant un focus clairement structuré autour d'un sujet précis.

Les propositions de panel comporteront la liste des panélistes ainsi qu'un résumé et une description de 5000 signes hors bibliographie.

Soumission d'une proposition

Communications

La proposition sera déposée sur la plateforme <https://sfsic2025.sciencesconf.org>, en mentionnant l'axe concerné, jusqu'au **9 décembre 2024** sous la forme d'un seul document comportant :

- Titre de la communication
- Résumé de 1000 signes espaces compris, assorti de cinq mots-clés en français **et** en anglais.
- Texte de 10000 signes maximum espaces compris (hors bibliographie) exposant clairement les enjeux de la recherche, son cadre théorique, sa démarche méthodologique et ses apports.

Le document doit être **anonymisé** : toute référence permettant d'identifier l'auteur.e (nom, affiliation etc.) devra être supprimée dans le texte, l'intitulé du document et les informations de propriété du document déposé sur la plateforme.

Les notifications d'acceptation et de refus seront accessibles sur la plateforme le **24 janvier 2025**, après expertise par les membres du comité scientifique international du Congrès.

Les auteur.e.s accepté.e.s devront produire un **texte complet** (20 000 signes espaces compris, bibliographie non comprise, mots-clés, et résumés en français et en anglais) respectant la **feuille de style de la SFSIC**. Ce texte sera déposé jusqu'au **3 mars 2025**.

Les textes seront **publiés dans les Actes**, accessibles en ligne sur le site de la SFSIC après le Congrès. Attention, si la communication n'a pas été présentée par son auteur lors du Congrès, elle ne pourra pas figurer dans les Actes.

Panels

Les propositions de panels sont déposées par le coordinateur ou la coordinatrice sur la plateforme <https://sfsic2025.sciencesconf.org>, en mentionnant l'axe concerné, jusqu'au **9 décembre 2024**. Elles doivent comporter les éléments suivants :

- Titre du panel
- Nom, rattachement institutionnel et courriel du coordinateur / de la coordinatrice
- Liste des panelistes : nom, rattachement institutionnel
- Résumé court du panel (1000 signes espaces compris)
- Description du panel et argumentaire (5000 signes espaces compris, hors (éventuelle) bibliographie)

Les notifications d'acceptation et de refus seront accessibles sur la plateforme le **24 janvier 2025**, après expertise par les membres du comité scientifique international du Congrès.

Tout.e.s les participant.e.s au panel devront s'inscrire au congrès et adhérer à la SFSIC.

Les panels donneront lieu à une synthèse de 5000 signes espaces compris, à rendre jusqu'au **30 juin 2025**, qui sera publiée dans les Actes du Congrès.

Informations pratiques

Calendrier

Juillet 2024 : annonce du Congrès : thématique, calendrier, modalités de participation

13 septembre 2024 : diffusion de l'appel à communication et ouverture de la plateforme sciencesconf pour le dépôt des propositions

9 décembre 2024 : fin des dépôts des propositions de communication et de panels

24 janvier 2025 : notification d'acceptation ou de refus

3 mars 2025 : fin des dépôts de textes complets des communications

Semaine du 7 avril 2025 : mise en ligne du programme du Congrès

18/19/20 juin 2025 : Congrès

Inscription

Tout.e participant.e au Congrès doit être adhérent.e de la SFSIC.

Adhérer à la SFSIC : <https://www.sfsic.org/espace-adherent/demande-adhesion/>

S'inscrire au congrès : <https://sfsic2025.sciencesconf.org>. Les inscriptions sur place devront demeurer exceptionnelles.

Tarifs

Doctorant.e, étudiant.e, personnel d'appui, étudiant.e.s en alternance

Adhésion à la SFSIC **30 euros**

Inscription au congrès **90 euros**

Enseignant.e-chercheur.e

Adhésion à la SFSIC **65 euros**

Inscription au congrès **220 euros**

Tarif collectif au sein d'une même unité de recherche (pour 8 personnes)

Adhésion institutionnelle : **380 euros**

Inscription au congrès **1540 euros**

Les frais d'inscription donnent accès à l'ensemble des conférences, aux pauses café et aux déjeuners des trois journées.

Dîner de gala : **60 euros**

Contacts

Pour toute question concernant l'inscription et le paiement : tresorerie@sfsic.org

Pour toute question relative à la plateforme Sciencesconf : axelle.hmartin@gmail.com

Pour tout autre renseignement : secretariat-general@sfsic.org

Comité Scientifique

Coordination scientifique : Sarah CORDONNIER, *Université Lyon 2*

Laurence ALLARD, *Université de Lille*
Audrey ALVES, *Université de Lorraine*
Abderrahmane AMSIDDER, *Université Ibn Zohr Agadir*
Yanita ANDONOVA, *Université Paris 13*
Dany BAILLARGEON, *Université de Sherbrooke*
Christine BARATS, *Université Paris Cité*
Isabelle BAZET, *Université Toulouse 3*
Nicolas BENCHERKI, *Université Téléuq*
Marie BÉNÉJEAN, *Université Rennes 2*
Alix BENISTANT, *Université Sorbonne Paris Nord*
Françoise BERNARD, *Aix-Marseille Université*
Dominique BESSIÈRES, *Université Rennes 2*
Philippe BONFILS, *Université de Toulon*
Fabien BONNET, *Université de Bourgogne*
Marie-Christine BORDEAUX, *Université Grenoble Alpes*
Sabine BOSLER, *Université de Haute Alsace*
Fanny BOUGENIES, *Université de Valenciennes*
Émilie BOUILLAGUET, *Université Rennes 2*
Philippe BOUQUILLION, *Université Sorbonne Nouvelle*
Mélanie BOURDAA, *Université Bordeaux Montaigne*
Vincent BRULOIS, *Université Paris 13*
Julie BRUSC, *Université de Lorraine*
Patrice de la BROISE, *Université de Lille*
Vincent BULLICH, *Université Lyon 2*
Marie-Ève CARIGNAN, *Université de Sherbrooke*
Andrea CATELLANI, *Université Catholique de Louvain*
Maxime CERVILLE, *Université Paris 8*
Marie-France CHAMBAT-HOUILLON, *Université Paris Panthéon Assas*
Bruno CHAUDET, *Université Rennes 2*
Didier CHAUVIN, *Université Rennes 2*
Christine CHEVRET, *Université Paris 13*
Giuseppe COCCO, *Université Fédérale de Rio de Janeiro*
Laurent COLLET, *Université Montpellier 3*
François COOREN, *Université de Montréal*
Benoit CORDELLIER, *Université du Québec à Montréal*
Laurence CORROY, *Université de Lorraine*
Alexandre COUTANT, *Université du Québec à Montréal*
Caroline CRETON, *Université catholique de l'Ouest*
Valérie CROISSANT, *Université Lumière Lyon 2*
Marc DAVID, *Université de Sherbrooke*
Simona DE IULIO, *Université de Lille*
Chloé DELAPORTE, *Université de Montpellier*
Allan DENEUVILLE, *Université Bordeaux Montaigne*
Lucile DESMOULINS, *Université Gustave Eiffel*
Mihaela DRAMBA, *Université Catholique de l'Ouest*
Gea DUCCI, *Université Carlo Bo d'Urbino*
Manuel DUPUY-SALLE, *Université Lumière Lyon 2*
Michel DURAMPART, *Université de Toulon*
Pauline ESCANDE-GAUQUIÉ, *Sorbonne Université*
Olivia FOLI, *Sorbonne Université*
Olivier GALIBERT, *Université de Bourgogne*
Sidonie GALLOT, *Université Montpellier 3*
Annie GENTES, *CY Université*
Fanny GEORGES, *Université Sorbonne Nouvelle*
Gino GRAMACCIA, *Université de Bordeaux*
Sylvie GROSJEAN, *Université d'Ottawa*
Thomas HELLER, *Université Lille 3*
Florian HÉMONT, *Université Rennes 2*
Zhao Alexandre HUANG, *Université Gustave Eiffel*
Romain HUËT, *Université Rennes 2*
Ivan IVANOV, *Université d'Ottawa*
Kira KITSOPANIDOU, *Université Sorbonne Nouvelle*
Alain KIYINDOU, *Université Bordeaux Montaigne*
Audrey KNAUF, *Université de Lorraine*
Anne-France KOGAN, *Université Rennes 2*
Sarah LABELLE, *Université Montpellier 3*
Aurélie LABORDE, *Université Bordeaux Montaigne*
Benoît LAFON, *Université Grenoble Alpes*
François LAMBOTTE, *Université Catholique de Louvain*
Aurélia LAMY, *Université Lille 3*
Jean-Baptiste LE CORF, *Université Rennes 2*
Christian LE MOËNNE, *Université Rennes 2*
Anne LEHMANS, *Université de Bordeaux*
Valérie LÉPINE, *Université Montpellier Paul Valéry*
Laurence LEVENEUR, *Université Toulouse 1*
Vincent LIQUÈTE, *Université de Bordeaux*
Catherine LONEUX, *Université Rennes 2*
Élise MAAS, *IHECS, Bruxelles*
Clément MABI, *Université Technologique de Compiègne*
Claire MAHÉO, *UCO Bretagne Sud*
Philippe MARRAST, *Université Toulouse 3*
Axelle MARTIN, *SFSIC*
Fabienne MARTIN-JUCHAT, *Université Grenoble Alpes*
Cyril MASSELOT, *Université de Bourgogne*
Quentin MAZEL, *SFSIC*
Aïssa MERAH, *Université de Bejaia (Algérie)*
Arnaud MERCIER, *Université Paris Panthéon Assas*
Bernard MIÈGE, *Université Grenoble Alpes*
Pierre MIGNOT, *Université Toulouse*
Pierre MOEGLIN, *Université Paris 13*
Laurent MORILLON, *Université des Antilles*
Nadia OUABDELMOUMEN, *Université Rennes 2*
Sylvie PARRINI-ALEMANNI, *CNAM*
Catherine PASCAL, *Université de Bordeaux*
Céline PASCUAL ESPUNY, *Aix-Marseille Université*
Julie PASQUER-JEANNE, *Université Catholique de l'Ouest*
Marcela PATRASCU, *Université Rennes 2*
Julien PÉQUIGNOT, *Université Montpellier 3*
Julien PIERRE, *Université de Sherbrooke*
Nathalie PINÈDE, *Université Bordeaux Montaigne*
Nelly QUEMENER, *Sorbonne Université*
Daniel RAICHVARG, *Université de Bourgogne*
Lise RENAUD, *Université d'Avignon*
Daniel ROBICHAUD, *Université de Montréal*
Émilie ROCHE, *Université Sorbonne-Nouvelle*
Sandrine ROGINSKY, *Université Catholique de Louvain*
Laurie SCHMITT, *Université Grenoble Alpes*
Elisabeth SCHNEIDER, *Université de Caen*
Claire SCOPSI, *CNAM*
Céline SÉGUR, *Université de Lorraine*
Virginie SONET, *Aix-Marseille Université*
Bérenère STASSIN, *Université de Lorraine*
Marine THÉBAULT, *Université Côte d'Azur*
Anaïs THÉVIOT, *Université Catholique de l'Ouest*
Florence THIAULT, *Université Rennes 2*
Mathilde VASSOR, *Université Rennes 2*
Louis WIART, *Université libre de Bruxelles*
Stéphanie WOJCIK, *Université Paris-Est Créteil*
Galía YANOSHEVSKY, *Université Bal-Ilan de Tel Aviv*